

# La gauche et les intellectuels : le divorce

► **Comment le libéralisme a miné l'engagement**  
p. 23

► **Réengagez-vous, camarades intellectuels !**  
p. 25

**L**ongtemps, les liens furent étroits. « *Organique* », chargé de convaincre pour aider la gauche (ou le Parti) à conquérir une hégémonie politico-culturelle (Gramsci), « *total* » et engagé sur tous les fronts (Sartre), « *spécifique* » ou « *collectif* » (de Foucault à Bourdieu), l'intellectuel, quelles que soient l'époque et sa conception, entretenait avec les luttes et les mouvements sociaux – la gauche, en somme – un rapport qui semblait intrinsèquement lié à sa fonction dans la société. Celle d'une conscience censée éclairer les combats pour la justice sociale et la vérité. La naissance même du terme, pour qualifier les hommes de plume qui prirent fait et cause pour le capitaine Dreyfus, en témoigne. Que s'est-il donc passé ces dernières décennies pour que

ces liens apparaissent si distendus, voire brisés ? Pourquoi la gauche ne puise-t-elle plus dans les ressources de la critique et des sciences sociales ? *A contrario*, pourquoi les chercheurs ont-ils rompu, pour une bonne part, avec la critique et l'engagement ? Si le mouvement, tel un divorce, fut sans aucun doute à double sens, y a-t-il eu, ou pas, consentement mutuel et comment est-on arrivé là ? Ce sont toutes ces questions qui ont animé notre réflexion sur une gauche (ou des gauches) trop souvent en panne d'idées, à l'aide du livre incisif et stimulant du sociologue Philippe Corcuff, qui s'interroge sur les causes de cette situation, non sans proposer, dans l'entretien qui suit, quelques pistes pour y remédier.

► Olivier Doubre

## « Renouveler le langage »

Pour Philippe Corcuff, il n'est plus question d'imposer une utopie toute faite. La gauche doit puiser dans les pratiques populaires.



**Philippe Corcuff**  
Sociologue, maître de conférences en science politique à l'IEP de Lyon, cofondateur des universités populaires de Lyon et de Nîmes.

**M**ilitant de longue date, passé du PS dans les années 1970 jusqu'au NPA (dont il est actuellement « en congé »), via le MRC et Les Verts, Philippe Corcuff s'alarme, dans *La gauche est-elle en état de mort cérébrale ?*, de la décomposition intellectuelle des gauches.

**Pourquoi employez-vous le terme de « mort cérébrale » à propos de la gauche ?**

**Philippe Corcuff** ► La définition historique de la gauche est particulière. À la différence de la droite, l'idée de gauche, au moins depuis les Lumières, avec Jaurès, avec l'invention du terme « intellectuels » pendant l'affaire Dreyfus,

jusqu'à Sartre et Bourdieu, est associée à la fois à l'idée de justice sociale et au travail intellectuel. Il existe donc un lien historiquement très fort entre la gauche et le travail intellectuel, et donc les intellectuels. Or, aujourd'hui, on vit une sorte de mise en cause de cette définition historique de la gauche, une coupure avec le travail intellectuel. Elle est plus avancée dans la gauche « hollandaise », mais elle est présente aussi dans les gauches critiques.

**Comment expliquer cette évolution ?**

En fait, je crois que quatre facteurs se concentrent dans la période historique récente. Tout d'abord, l'approfondissement de deux

mouvements antérieurs, qui touchent d'ailleurs aussi bien la droite que la gauche. D'une part, la technocratisation de la politique, c'est-à-dire le fait que l'activité intellectuelle subit un découpage technique en différents « sujets » (comme « compétitivité », « emploi », « environnement », etc.). En somme, une segmentation qui ne met pas en relation les choses ; ce sont alors des experts qui interviennent, souvent issus de l'ENA plutôt que des milieux universitaires. D'autre part, la professionnalisation de la politique : progressivement, la ressource intellectuelle devient au mieux une ressource dans les compétitions politiciennes, mais est de plus en plus considérée comme un handicap, notamment par rapport à l'affichage aux côtés de personnalités du show-business. Cependant, tout ce que je viens de dire s'inscrit dans une conjoncture historique particulière : dans le passé, jusqu'en 1981 au moins,



la gauche disposait d'un outil de globalisation, elle s'appuyait sur un cadre d'analyse globalisant, qui était le marxisme. Ce cadre s'est peu à peu effondré comme référence au cours des années 1980. Depuis, on n'a pas trouvé de cadre de remplacement plus pertinent, ou plus composite.

Par ailleurs, le troisième facteur est ce nouveau rapport au temps dont parle l'historien François Hartog sous le nom de « présentisme », qui fait que le présent devient l'élément central du rapport au temps, déconnecté du passé et du futur, dans une sorte d'immédiateté constante.

Enfin, dernier facteur, l'éloignement des classes populaires de la part des intellectuels. Voilà ce qui conduit à cet état de décomposition intellectuelle de la gauche.

**Cette décomposition touche d'abord la gauche au pouvoir aujourd'hui. Mais vous dites qu'elle n'épargne pas non plus les gauches critiques, souvent enlisées dans la « pensée *Monde diplo* »...**

Il y a bien évidemment une dimension polémique dans cette expression. Le néolibéralisme s'est amorcé en France fin 1982, avec ce qu'on

appelle le « tournant de la rigueur ». Certes, *le Monde diplomatique* a résisté dès le début, quand il y avait peu de monde encore à s'y opposer. Et la résistance n'aura que peu d'échos jusqu'au mouvement de grève de 1995. Mais va alors progresser une matrice assez simpliste, très manichéenne, dans laquelle le marché, c'est le mal ; l'État, c'est le bien ; l'individu, l'individualisme, c'est le mal ; le collectif, le bien, etc. Et les méchants médias mettent dans la tête des gens de mauvaises idées.

Toutes ces analyses sont généralement délayées avec un ton déploratif bien peu créatif, qui a eu le temps de se routiniser depuis 1983 ! Cette « pensée *Monde diplo* » est devenue une sorte de doxa critique très simplifiée, qui s'exprime dans ce journal mais aussi dans beaucoup d'organisations, notamment au Front de gauche, à Attac, au NPA...

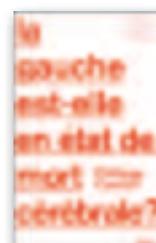
Ainsi, on dispose de ressources intellectuelles, en provenance des milieux universitaires mais aussi de revues comme *Vacarme*, *Multitudes*, *Contretemps*, mais la connexion entre l'activité intellectuelle de ces sphères et le milieu militant des mouvements sociaux ne se fait plus – ou presque pas ! Elle se fait certes un peu plus

dans la gauche critique que dans la gauche « hollandaise », à travers, par exemple, le conseil scientifique d'Attac ou la Fondation Copernic, mais sous la forme, souvent, de la contre-expertise, donc une sorte de contre-pensée technocratique : il y a une réforme des retraites, on élabore un contre-projet de réforme des retraites...

Néanmoins, même dans la gauche critique, il n'existe plus de cadre de globalisation. On est trop souvent dans l'immédiateté, dans le découpage en cases, la segmentation. On n'a donc plus de vue globale des choses, et on ne s'interroge pas non plus sur la façon dont les questions sont formulées avant d'y répondre.

**N'est-ce pas en raison de l'hégémonie culturelle, intellectuelle, qui est néolibérale, à laquelle la gauche continue de faire face sans parvenir à la dépasser ni à proposer une alternative ?**

Si l'on constate bien une hégémonie des élites néolibérales, je crois qu'elle est moindre que dans les années 1980-1995. Parce qu'il y a eu ensuite des mouvements critiques. Avant 1995, seuls des groupes vraiment marginaux la contestaient. Cependant, si, depuis 1995,



**La gauche est-elle en état de mort cérébrale ?**, Philippe Corcuff, Textuel, 80 p., 8 euros. Voir aussi ses deux précédents ouvrages : *Marx au XXI<sup>e</sup> siècle. Textes commentés (Textuel)* et *Où est passée la critique sociale ? Penser le global au croisement des savoirs (La Découverte)*.

la contestation de l'hégémonie néolibérale a repris une certaine vigueur, le fait que le rapport entre la gauche et l'activité intellectuelle se soit effondré, et que les quelques activités critiques aient été des activités de contre-expertise répondant sur un terrain essentiellement technique au néolibéralisme, a empêché que se constitue un espace – ce que j'appelle l'intellectualité démocratique – entre mouvements sociaux, organisations politiques, milieux intellectuels et artistiques.

Les revues ne font pas vraiment ce travail, en dépit de toutes les bonnes volontés qui s'y épanouissent, parce qu'elles sont très « intellectuello-centrées ». On ne voit donc pas qui pourrait accomplir cette tâche. Le conseil scientifique d'Attac aurait pu s'y atteler mais, même s'il manifeste une vraie volonté de s'ouvrir au travail de philosophes ou de sociologues, ce sont quand même toujours les économistes qui donnent le *la* de son activité.

En fait, s'il existe bien de nombreuses ressources intellectuelles dans la recherche et certaines revues, celles-ci ne parviennent pas à entrer sur le terrain politique à part entière, et il n'y a pas de dialogue entre ces différents pôles. Plus grave, un certain nombre de thèmes portés par l'extrême droite (l'insécurité, l'immigration, l'islamophobie, mais aussi un détournement assez fort de la laïcité) pénètrent, eux, sur ce terrain – y compris à gauche parfois. Et ce à un moment pour le moins paradoxal, inédit même, où l'on a, en France, un pouvoir hégémonique de gauche sur toutes les grandes institutions politiques locales et nationales. Mais les idées de gauche sont, elles, en berne, ou bien, au minimum, sur la défensive.

**Vous soulignez la perte d'un idéal de rupture à gauche. L'idée de rupture appartient-elle au passé ?**

Je dirais qu'on doit malgré tout reconquérir un horizon utopique, c'est-à-dire l'idée d'un ailleurs radicalement autre par rapport à l'organisation de la société existante. En effet, comment peut-on identifier les tares de celles-ci si l'on n'a pas l'intuition d'un « radicalement ailleurs » qui serve de point d'appui à la critique ?

Mais cet horizon utopique ne peut plus être pensé comme un type de société idéale, totalement bouclé, à réaliser. Ce doit plutôt être une boussole. Il faut donc réévaluer les formes d'expérimentation ici et maintenant, notamment dans l'économie sociale et solidaire, les universités populaires, les squats autogérés, les Amap, dans toute une série d'espaces. Or, dans des forces relativement nouvelles (prenons EELV, le Parti de gauche et le NPA), on voit peu d'expérimentations de nouvelles pratiques politiques. Demeure une vision assez classique, avec l'affiche, le tract, des réunions très segmentées, sans tentative de créer des coopérations nouvelles entre les individualités.

Comment faire de la politique à partir du quotidien ? Comment renouveler le langage politique ? Le langage politique est bien sûr

Le groupe de rap > français 1995 aux Francofolies de La Rochelle, en juillet 2012.

Le rap, comme les séries télévisées ou le polar, parle de l'intimité et de l'oppression sociale en même temps.

LEOTV/AFP



une façon de globaliser, mais, si on globalise avec quelque chose qui est extérieur aux gens, comment la politique peut-elle les toucher ? Je me suis ainsi intéressé aux séries télévisées

**Il faut réévaluer les formes**

**d'expérimentation ici et maintenant : l'économie sociale et solidaire, les universités populaires, les squats autogérés...**

car là, dans l'intimité de nos contemporains, s'exprime quelque chose de très important qui est un besoin d'ailleurs, une critique implicite de valeurs de la société capitaliste, avec par exemple l'idée qu'une relation amicale ou amoureuse qui réussit

est une relation débarrassée des contraintes de l'intérêt. Cela signifie que des valeurs critiques à l'égard de la société sont présentes. On voit donc que la question est plus complexe que ce qu'on entend souvent chez les militants à gauche, c'est-à-dire que les gens seraient aliénés, en particulier par les médias. Il faut renouveler le langage des gauches en puisant dans l'individualité des gens. Or, les gauches ne parlent que collectif, services publics, luttes sociales, ce qui est très utile, mais elles ne font pas le lien. Qu'est-ce qui fait le lien ? Les séries télévisées, le polar ou le rap, qui parlent de l'intimité et de l'oppression sociale en même temps. Pour se renouveler, le langage politique aurait besoin de puiser dans ces cultures populaires, qui, elles, inventent – sans que cela intéresse pourtant les militants – des choses qui parlent aux intimités tout

en exprimant les contraintes du capitalisme, l'oppression sociale, etc. Or, dans les organisations, l'expérimentation sur le langage, sur les formes, les pratiques et les lieux pour faire de la politique est proche du degré zéro. En France, en tout cas.

**Chez les militants ou les personnes engagées, on constate souvent au contraire un mépris affiché – ou une ignorance – pour ces formes de culture...**

C'est ce que j'appelle l'implicite avant-gardiste, qui existe dans les milieux militants de gauche. Il ne s'exprime pas seulement chez les léninistes : on le trouve aussi dans la figure de l'instituteur républicain ou socialiste qui marque le Front de gauche, ou dans celle du prophète écologiste qui va expliquer aux gens comment ils doivent consommer. En fait, il y a toujours cette idée chez eux que les gens sont aliénés par la culture, les médias, qui n'opéreraient qu'une vaste reproduction de l'idéologie dominante. Avec l'idée, implicite aussi, que, eux, les militants qui portent la critique, s'en sont sortis ! On ne sait d'ailleurs pas par quel miracle (puisque tout cela est si puissant), mais ils vont pouvoir apporter la bonne parole.

Cette posture avant-gardiste dans les milieux militants – non reconnue d'ailleurs car, si on les interrogeait, la plupart de ces personnes seraient critiques à l'égard du léninisme – est très puissante, et finalement assez élitiste et arrogante vis-à-vis des milieux populaires et de leurs rapports avec les formes culturelles. Évidemment,



# Comment le libéralisme a miné l'engagement

La dérégulation économique et la montée de la précarité ont favorisé l'abandon par les jeunes chercheurs de la lutte sociale.

Le 8 octobre dernier, dans la salle Jean-Pierre-Vernant de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), une conférence de presse présentait la publication d'un coffret de trois volumes intitulé *Faire des sciences sociales* (1). L'un de ses codirecteurs expliqua ainsi le projet : « Nous avons voulu ouvrir la porte du laboratoire ! » La phrase résume bien la démarche des auteurs, initiée trois ans auparavant : donner à voir comment les chercheurs de l'EHESS travaillent dans leur laboratoire. Et ainsi répondre aux critiques sarkozyennes entendues sous le précédent mandat présidentiel : « *Que font donc les chercheurs ?* »

Toutefois, cette image des chercheurs enfermés dans leur laboratoire correspond bien à leur repli depuis plusieurs décennies, à la différence de la génération précédente, toujours prompte à exposer ses engagements en pleine lumière, prenant position au cœur du débat public. L'avant-propos commun aux trois volumes n'a d'ailleurs cessé de montrer le travail d'une « nouvelle génération, formée dans le sillage de prédécesseurs que l'on a choisis de ne pas solliciter » pour mieux se démarquer de la

« séquence triomphante des années 1960 et 1970 ». Et d'ajouter : « À l'écart des proclamations épistémologiques aux allures de manifestes, les auteurs ont préféré faire la preuve de la vitalité actuelle de leurs pratiques scientifiques par l'exemple. » Toute la conférence de presse tourna d'ailleurs autour de ce thème : « L'attention prêtée au cas particulier », « la méfiance à l'égard des grands récits englobants », « la volonté de se débarrasser de l'impérialisme de la théorie »... Enfin, la question d'un journaliste sur les liens éventuels entre ces travaux et la critique à l'œuvre dans les mouvements sociaux, comme ceux des « Indignés » espagnols, fut accueillie par un silence pesant. Avant qu'un des directeurs du projet ne finisse par s'exclamer, un peu embarrassé : « Si ! Nous avons une chercheuse qui travaille sur ces mouvements sociaux en Espagne... »

**Cette anecdote paraît significative** du positionnement, aussi bien politique que scientifique, de nombreux chercheurs en sciences sociales. S'engager ou mettre ses recherches au service d'un engagement politique ne semble pas souhaitable pour de nombreux chercheurs, voire apparaît contre-productif, notamment en

l'idéologie dominante, les contraintes sur les personnes existent, mais celles-ci ont aussi des capacités. Cette vision qui ignore les capacités des gens sous-tend que le salut ne peut venir que de l'extérieur. Et cela rend impossible l'émancipation ! On passe subrepticement du « s'émanciper » à « émanciper » celui qui est dans la caverne platonicienne et que l'on va sortir de là ! Il y a beaucoup plus de capacités, de possibilités à l'extérieur des milieux militants. Malgré tout, celles-ci existent encore, et on peut tirer le signal d'alarme : c'est ce que j'ai essayé de faire avec ce petit livre.

Les gauches doivent opérer une révolution culturelle par rapport à leurs pathologies. C'est pourquoi je m'intéresse à des penseurs tels que Foucault ou Bourdieu, qui se sont essayés à mettre en tension le global et la pluralité, mais aussi Rancière, Abensour, Lévinas. Il faut penser les tensions et ne pas partir du principe qu'on va tout boucler dans une utopie bien ficelée. Il faut des idées, évidemment, mais aussi tenir compte des formes culturelles enracinées dans des modes de vie, des sociabilités ordinaires, populaires.

La gauche ou les gauches doivent donc se poser la question d'ancrer des éléments de culture et des idées dans les pratiques sociales, en rapport avec les modes de vie et les sociabilités des milieux populaires et de la classe moyenne salariée. Or, aujourd'hui, au mieux, elles se contentent surtout de slogans.

► Propos recueillis par Olivier Doubre

Manifestation ►  
d'intermittents du  
spectacle en 2003.  
Une des rares  
luttés qui ont tenté  
de recréer des liens  
entre recherche et  
mouvement social.

JULIEN/AFP



termes de carrière. Mais c'est d'abord l'abandon des grandes utopies, notamment le déclin du marxisme, longtemps hégémonique, et plus généralement le reflux des cadres d'analyse globale de la société qui expliquent cette forte dépolitisation du champ intellectuel, en particulier du monde de la recherche.

**Outre le déclin des idéologies**, force est de constater par ailleurs que le néolibéralisme et les dérégulations dans le champ de la recherche ont des effets directs sur l'engagement des intellectuels. Tout d'abord, la prudence est de mise lorsqu'on est un jeune chercheur. Aujourd'hui soumis à la généralisation des techniques d'évaluation, les intellectuels doivent d'abord produire sans cesse, en se concurrençant bien souvent entre eux dans une course effrénée à la publication. Outre le manque de temps pour des activités plus engagées, plus généralistes ou plus théoriques, les chercheurs se tournent davantage vers des études de cas, plus circonstanciées, susceptibles d'être publiées plus rapidement. À cette contrainte de l'évaluation s'ajoute encore la précarité d'un grand nombre de jeunes intellectuels, qui, s'ils ont peut-être le désir de s'engager, doivent néanmoins, là encore, se montrer prudents.

La question de ces « jeunes intellos précaires » a été maintes fois abordée dans *Politis*. Il reste qu'elle a aussi une incidence directe sur la

L'intellectuel >  
« collectif », tel que le concevait Pierre Bourdieu, n'a plus cours aujourd'hui.

VERDY/AFP



production d'une critique sociale. En somme, on est aujourd'hui bien loin, pour beaucoup de chercheurs, de la situation de l'intellectuel protégé socialement et intellectuellement, notamment par son statut de fonctionnaire, jouissant d'une réelle indépendance comme par le passé, ce qui lui permettait des prises de position et des engagements politiques réguliers sur de multiples questions. Enfin, outre les effets concrets de l'introduction de modes d'organisation

calqués de plus en plus sur l'entreprise, le fait que l'idéologie néolibérale apparaisse quasi hégémonique culturellement rend encore moins évidente sa contestation.

**Par ailleurs, comme l'a souligné** Philippe Corcuff, le champ intellectuel se trouve à son tour sollicité par les politiques ou les entreprises. Admis en tant qu'« experts », les chercheurs participent alors à cette forme de technocratisation de la vie politique, rendant encore plus lâche la frontière entre recherche et entreprises, lobbies, fondations, sociétés de conseil ou d'enquêtes d'opinion. On sait, par exemple, les fonctions qu'occupent certains économistes célèbres, aussi bien libéraux que keynésiens d'ailleurs, à la fois dans les directions de centres de recherche ou d'université, et comme conseils de grandes multinationales, banques ou sociétés financières. Mais il faut aussi relever les places que les grands *think tanks* réservent aux chercheurs, surtout en sciences sociales. La tentation est grande alors pour ceux-ci de penser pouvoir influencer les futures politiques publiques et de jouer le rôle de conseillers du prince. Ils se placent alors volontairement dans un cadre segmenté, monographique même, sans avoir

finalement de réelles marges de manœuvre dans la définition des enjeux. De conseillers du prince, ils risquent fort de devenir des cautions du prince.

Finalement, ces dérives libérales sous forme d'allers-retours entre le monde de la recherche jadis engagé à gauche – qui savait imposer son cadre d'analyse mais a pour une part succombé à la segmentation technocratique – et une gauche politique toujours moins avide

de ressources théoriques expliquent bien ce que Philippe Corcuff qualifie de « *décomposition intellectuelle* » du camp progressiste.

Une décomposition qui a depuis longtemps été observée aux États-Unis, bien décrite par le journaliste Chris Hedges, dans un livre récemment traduit en français qui retrace l'abandon des classes populaires par les intellectuels de gauche outre-Atlantique (2). Ainsi écrit-il : « *Les progressistes ont fait trop de concessions à l'élite du pouvoir. Ils ont succombé à l'opportunisme puis à la peur en entraînant avec eux leurs institutions. Ils ont renoncé à leur fonction morale. Ils n'ont pas dénoncé les abus des milieux d'affaires quand ils en avaient l'occasion, et ont banni de leurs rangs ceux qui osaient le faire.* » La gauche française et ses élites intellectuelles semblent malheureusement, pour une grande partie d'entre elles, avoir déjà pris cette triste voie.

> O. D.

(1) *Faire des sciences sociales* (1. Critiquer, 2. Comparer, 3. Généraliser), Éd. de l'EHESS, (15 euros chacun, 45 euros le coffret).

(2) *La mort de l'élite progressiste*, Chris Hedges, traduit de l'anglais (États-Unis) par Nicolas Calvé, Éd. Lux, 304 p., 20 euros.

LES RENCONTRES  
DE GENNEVILLIERS

**PUISSANCES  
DU PEUPLE**

**VENDREDI 30 NOVEMBRE 2012**  
L'homme Jean Vigo

1, rue Pierre et Marie Curie - Métro - Les Agnettes - ligne 13

**19 h 00** - Ouverture des « Rencontres »  
avec Jacques Bourgois, maire de Gennevilliers

**19 h 30** - Projection du film *Maitrouza (3<sup>e</sup> partie : Que faire ?)*  
en présence d'Emmanuelle Demoris (réalisatrice)

**SAMEDI 1<sup>er</sup> DÉCEMBRE 2012**  
Empire 7 Linnéolien

27, rue Paul Vaillant-Couturier - Métro - Gabriel Péri - ligne 13

**10 h - 12 h** - Deux tables rondes :

- **Le mouvement progressif**  
Claudia de Oliveira Gomes, helléniste et historienne - Yannick Bouc, historien - Frank Laurent, littéariste, spécialiste du XIX<sup>e</sup> siècle - Yves Vargas, philosophe - Modérateur : Pierre-Louis Salles

- **Le progrès social**  
Luc Bronret, journaliste - Alain Hayot, sociologue - Anne Juliet, historienne - Didier Lapeyronnie, anthropologue - Louis Sciarra, psychanalyste - François Ménard, sociologue - Modérateur : Jacques Hoarau

**13 h 30 - 15 h 30** - Deux tables rondes :

- **Le progrès et le progrès**  
Clémentine Aulain, journaliste, militante féministe - Nadia Chaabane, députée à la Constituante tunisienne - Jocelyne George, historienne - Anne-Isabelle Roussel, philosophe - Martine Sonnet, historienne - Modérateur : Michel Cochet

- **Progrès et travail**  
Sidi Mohamed Barkat, philosophe - Gabriel Fernandez, médecin du travail - Christian Gaubert, psychologue clinicien, militant CGT - Danièle Linhart, sociologue - Serge Volkoff, statisticien et ergonomiste - Modérateur : Magali Lombard

**16 h - 18 h** - Une table ronde :

- **Progrès et dépolitisation**  
Laurent Bourvet, journaliste - Alain Polcar, sociologue - Benoît Schnekenburger, philosophe - Modérateur : Gérard Bran

# Réengagez-vous, camarades intellectuels !

Après plusieurs décennies d'un retrait de la scène des luttes sociales, émerge un nouveau désir d'implication, largement véhiculé par Internet.



Après ces pages de (triste) constat de la « décomposition intellectuelle » de la gauche (Philippe Corcuff), doit-on sombrer dans une dépression aiguë ? Avec l'avènement de l'hégémonie néolibérale dès la fin des années 1970, beaucoup d'intellectuels se sont en quelque sorte retirés dans leur tour d'ivoire. Pourtant, certains signes donnent l'espoir aujourd'hui de les voir renouer avec la gauche des rapports qui, longtemps, avaient semblé aller de soi.

Durant cette période de repli, nombre d'intellectuels s'étaient contentés d'apposer leur nom en soutien à des candidats aux élections. Toutefois, depuis la présidentielle de 2007, ceux-ci leur préfèrent des personnalités du « show-biz ». Seul, en 2012, Jean-Luc Mélenchon a pu s'enorgueillir du concours de pas moins de... 1 000 chercheurs et intellectuels. À partir de cet élan, on peut considérer que l'initiative du Parti de gauche, le 1<sup>er</sup> décembre,

**Le fonctionnement en réseaux a l'avantage de permettre des réponses rapides à des événements, comme l'ont montré les Indignés ou les Anonymous.**

de lancer des « Assises pour l'écossocialisme » traduit chez ce parti le souhait de resserrer des liens distendus avec les intellectuels, autour d'un thème encore assez méconnu en France (voir p. 35), mais aussi, sans doute, la volonté de renouer avec les utopies.

**Cela suffit-il pour parler de renouveau** des liens entre le monde de la pensée et la gauche ? Certes pas. Toutefois, le désir d'engagement d'un bon nombre d'intellectuels est aujourd'hui palpable.

Déjà, sous l'ère Sarkozy, observant les appels successifs de certains d'entre eux sur différents thèmes, le psychanalyste Roland Gori avait cherché à rassembler les protestations contre un pouvoir inique, en rédigeant le fameux « Appel des appels », lancé en janvier 2009, qui a recueilli l'adhésion assez spectaculaire de plus de 85 000 personnes depuis.

De même, chez les économistes, les représentants de différents courants de pensée

progressistes (keynésiens, néomarxistes ou altermondialistes) se sont regroupés en France à l'automne 2010, au plus fort de la crise de la dette dans la zone euro, en publiant leur *Manifeste d'économistes atterrés*. Les quatre initiateurs de cette démarche, Philippe Askénazy (École d'économie de Paris, CNRS), Thomas Coutrot (coprésident d'Attac France), André Orléan (CNRS, EHESS), Henri Sterdyniak (Observatoire français des conjonctures économiques), se déclaraient « atterrés » de voir que rien n'a changé dans les discours et les politiques économiques qui ont conduit à la plus grave crise financière de l'après-Seconde Guerre mondiale. Le succès rencontré par ce manifeste a mené à la création d'une association en France et, récemment, d'un Réseau européen d'économistes progressistes pour sortir l'Europe de la crise engendrée par le néolibéralisme et la finance.

**Ces initiatives sont sans doute la preuve** que les choses commencent à bouger. Bien sûr, le bouleversement dû à Internet facilite grandement les contacts entre champ intellectuel et mouvements sociaux. Par ailleurs, quoique discrètes pour le grand public, de nombreuses revues mènent depuis parfois plusieurs décennies un travail de « mise en connexion et d'hybridation entre recherche universitaire et espace des mouvements sociaux(1) ». Citons entre autres *Mouvements*, *Contretemps*, *Vacarme*, *Multitudes*, *Réfractations*, *Mondes du travail*, *la Revue des livres*, *Savoir/Agir*, *Lignes* ou *Agone*, mais aussi *EcoRev'*, *Anthropia* ou *la Décroissance*, pour les écologistes et les décroissants.

Plus largement, les rapports entre les intellectuels engagés et les mouvements sociaux se font désormais essentiellement par réseaux. Certes, cette caractéristique a souvent pour conséquence une segmentation des engagements, déplorée par Philippe Corcuff et d'autres, sans renouer avec les utopies ou du moins un cadre d'analyse globalisant. Mais elle a l'avantage de permettre des réponses rapides à des événements ou à des projets de réforme, comme les mobilisations à travers le monde des Anonymous, des Indignés ou des mouvements Occupy l'ont montré.

Des connexions par réseaux qui ne sont pas sans rappeler finalement l'espace des possibles sous forme de rhizomes, conceptualisé par Gilles Deleuze dès la fin des années 1970. Michel Foucault avait d'ailleurs prédit : « *Un jour, peut-être, le siècle sera deleuzien* »... Le même Foucault, dans un entretien de 1972 avec Gilles Deleuze (2), soulignait d'ailleurs : « *Chaque lutte se développe autour d'un foyer particulier de pouvoir [...]. Et si désigner les foyers, les dénoncer, en parler publiquement, c'est une lutte, [...] c'est parce que prendre la parole à ce sujet, forcer le réseau de l'information institutionnelle, c'est un premier pas pour d'autres luttes.* » Encore un effort, camarades intellectuels !

↳ Olivier Doubre (avec Thierry Brun)

Manifestation à Valence, en Espagne, en septembre 2011, contre des violences policières. La culture Internet favorise les rassemblements express sur une cause particulière.

JORDAN/AFP

(1) Où est passée la critique sociale ?, Philippe Corcuff, La Découverte, 2012.  
(2) « Les intellectuels et le pouvoir. Entretien Foucault-Deleuze », in *L'Arc*, n° 49, « Deleuze », mai 1972 (rééd. Éd. Inculcité, 2005).